

15 février 2008 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

Déclaration de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, sur les priorités et défis de la réforme de l'enseignement primaire, à Périgueux le 15 février 2008.

Monsieur le ministre,
Mesdames et Messieurs les élus,
Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux d'être parmi vous aujourd'hui dans cette belle salle du théâtre de Périgueux, au coeur d'une ville, chef-lieu d'un département rural, qui a tant investi dans la culture - j'en ai vu un exemple magnifique il y a quelques instant - et dans l'éducation ! Une ville, cher Xavier Darcos dont tu es le maire, qui démontre depuis des années qu'on n'a pas besoin de s'appeler Paris, Bordeaux ou Toulouse pour avoir des théâtres et des musées, des festivals et des concerts, et pour assurer à ses enfants la meilleure éducation qui soit.

C'est dans cette ville de Périgueux, dans ce cadre de vie si soigné, que je suis venu vous parler de l'école primaire et de ses transformations.

J'attendais ce moment depuis longtemps, car l'école primaire est un sujet fondamental pour l'éducation de nos enfants. Et je sais ne pas être le seul à être passionné par l'école primaire car il y a en vérité peu de sujets qui intéressent autant de monde. Dans nos écoles primaires il y a 7 millions d'enfants et près de 400 000 professeurs. Sans compter le reste des Français, qui tous sont passés par l'école primaire et ont donc un avis sur la question. Mon ami Xavier a l'habitude de dire qu'il y a en France 64 millions de spécialistes de l'école ! Je vais tâcher ce matin d'être à la hauteur et de ne pas décevoir un si grand nombre de spécialistes...

Mais je voudrais d'abord m'adresser plus particulièrement aux parents d'élèves, pour leur dire combien je me réjouis de l'attention qu'ils portent à la qualité de l'éducation de leurs enfants. Accueillir un enfant dans une famille, c'est le plus grand des bonheurs, c'est aussi une lourde responsabilité, cela crée des devoirs et avant d'être parents d'élèves, nous sommes parents d'enfants et nous faisons donc confiance aux professeurs à qui ils sont confiés, à l'école primaire pour commencer, pour nous aider à les hisser vers la maturité, à les élever progressivement vers l'âge adulte, à leur apprendre le bon usage de la liberté et de la responsabilité qui vont de pairs. Les parents d'élèves, vous êtes d'abord des parents d'enfants, et vous avez donc le droit d'être exigeants avec l'école primaire, de la même façon que vous êtes exigeants avec vous-mêmes dans votre qualité d'éducateurs. Vous avez le droit de dialoguer avec les maîtres et de coopérer avec eux. Vous avez le droit - je dis le droit - d'attendre de l'école primaire de vos enfants qu'elle soit excellente, vous avez le droit - et je parle sous le contrôle des parlementaires - de connaître les résultats qu'obtient l'école primaire de vos enfants. Et c'est mon travail, celui du gouvernement, celui du ministre de l'Education Nationale, celui de tous les professeurs, de comprendre vos attentes et de vous offrir, pour l'instruction de vos enfants, une école qui leur permette d'acquérir effectivement les savoirs dont ils auront besoin pour devenir autonomes. Notre école primaire a une très longue histoire. Elle a été organisée systématiquement pour la première fois sous la Restauration par François GUIZOT, elle a pris la forme républicaine qu'on lui connaît, avec Jules FERRY, au début de la IIIe République. En vérité, de mon point de vue on a tort de dire : « au début de la IIIe République ». Il vaudrait mieux inverser la formule et dire que c'est la IIIe République, bien plutôt, qui est née « au début de l'école primaire ». Je crois que c'est l'école primaire, elle-même, qui a porté la République et pas simplement la IIIe République.

C'est l'école primaire, elle-même, qui a porté la République et pas simplement la 1^{re} République qui a fait l'école primaire. Tant il est vrai que la création de cette école laïque, gratuite et obligatoire, constitue son véritable acte de naissance & acte de naissance de toutes les Républiques françaises dignes de ce nom. Et de 1881 à nos jours, l'école primaire a été l'inlassable fabrique des citoyens de notre pays.

Aujourd'hui, c'est dans la ville dont le ministre de l'éducation est maire que je suis venu vous parler de l'école primaire. C'est aussi une façon de remercier tous les élus locaux, quelles que soient leurs étiquettes politiques parce que l'école primaire, elle est connue comme l'école communale, parce que chacun sait bien que les élus s'engagent au service de cette école.

Alors, elle est un creuset cette école primaire où se rassemblent tous les enfants de France. Les enjeux sont immenses. Et parce que les enjeux sont immenses, le chef de l'Etat doit lui-même prendre en charge, aux côtés de son ministre, la problématique.

Il faut bien du métier et du talent pour faire classe aux nos enfants, qui ne sont pas toujours les plus faciles ! Même si j'observe avec une certaine expérience qu'ils sont plus tranquilles en milieu qui n'est pas le leur que chez nous. On est souvent étonné des commentaires que l'on fait de nos enfants quand ils sont à l'extérieur, on leur découvre des qualités qui ne s'expriment pas spontanément quand ils sont chez eux ! Et, ce n'est pas l'instituteur-maire qui est à l'honneur aujourd'hui, c'est mieux encore le maire-ministre de l'éducation nationale et je suis d'ailleurs heureux de te dire, Xavier, combien je soutiens ton action et combien je veux rendre hommage à ton travail. Tu connais l'école, tu l'aimes et je sais que tu vas réussir cette réforme.

Notre école primaire a bien changé depuis 1882, depuis l'époque des bancs et des préaux. Je le dis sans nostalgie. Ces changements, à bien des égards, se confondent avec l'évolution sociale et culturelle tout entière de notre pays. Et, on ne peut pas rêver d'avoir l'école du passé, même si les principes du passé ne sont pas tous démodés.

Il est une chose, cependant, qui, au milieu de tous ces changements, n'a jamais changé - jamais et je veux le dire parce que c'est mon devoir de le dire : c'est l'extraordinaire dévouement des maîtres d'école de notre pays. Du hussard noir de 1881 jusqu'au professeur des écoles de 2008 en charge, dans tel quartier, en passant par Louis Germain, qui fut l'instituteur d'Albert Camus, c'est toujours le même idéal qui s'exprime, par l'intermédiaire de nos instituteurs, de nos professeurs des écoles. Idéal fait d'autorité et de patience, d'écoute et de fermeté. Et chacun sait bien ce que nous devons aux enseignants dans notre pays. C'est une mission très difficile, rendue plus difficile encore aujourd'hui par toutes les forces, extérieures à l'école, qui brouillent les repères et qui tendent à détourner nos enfants de la connaissance.

La valeur de nos professeurs, tous les parents la connaissent, mais parfois nous sommes avares de notre reconnaissance. Nous ne le leur disons pas assez à quel point nous admirons nos professeurs et nous devons les aimer. C'est pourquoi je voudrais leur rendre hommage, au nom de la nation, rendre hommage au travail anonyme des professeurs des écoles de France, qui sont non seulement dignes des ancêtres mais qui à bien des égards, je n'hésite pas à le dire, les surpassent : parce que le champ des savoirs que doit maîtriser un professeur des écoles aujourd'hui est bien plus étendu qu'à la fin du XIX^{ème} siècle - aux disciplines traditionnelles s'ajoutent, par exemple, l'informatique, la langue vivante, la pratique artistique & je veux dire que les publics d'élèves qu'ils accueillent sont plus hétérogènes, et rendent donc l'acte pédagogique plus complexe. Et je ne parle pas ici des nouvelles tâches administratives qui incombent à ceux, nombreux, qui sont également directeurs d'école. S'il y a bien un métier qui n'est pas devenu plus facile avec le temps, c'est bien le métier d'enseignant. Les enseignants ont besoin d'être soutenu, il faut que la nation entière les soutienne.

Ma conviction est que nous n'accordons pas à notre école primaire l'attention qu'elle mérite et qu'elle exige.

La raison en est toute simple : on a tendance à s'imaginer que tout va bien à l'école primaire. Cela tient sans doute à l'apparence paisible qu'elle nous renvoie : les enfants y sont encore si jeunes & les problèmes semblent ne devoir surgir que dans la suite du parcours scolaire, au collège. Et le fait est que tous les gouvernements se sont focalisés sur le collège ou sur le lycée, ignorant l'école primaire. C'est ainsi que tout s'est focalisé en dehors de notre école primaire.

La vérité, il faut bien la regarder en face : pour les élèves qui sont à la peine, le collège n'est que le révélateur de difficultés plus anciennes, de lacunes qui datent des premières années de l'école élémentaire et notamment du Cours Préparatoire. C'est une première idée que je veux lancer dans le débat sur l'éducation nationale. Plus nous interviendrons tôt, avec Xavier DARCOS, plus nous avons une chance de résoudre les problèmes. Intervenir au lycée ou au collège c'est trop tard.

De récentes enquêtes et autres rapports l'ont malheureusement démontré : contrairement à une opinion longtemps admise je le dis sans accuser personne, mais mon devoir c'est de regarder la situation telle quelle est : notre école primaire ne se porte pas bien. Elle a des difficultés. Je vais les prouver.

Chaque année, 15% des élèves sortent de notre école primaire en grande difficulté. Rendez-vous compte ! C'est 100 000 enfants par an ! Est-ce qu'un Président de la République peut accepter que 100 000 enfants par an sortent en grande difficulté de l'école primaire ? Ma réponse est non. Et ces enfants, ces 100 000 enfants, sont les mêmes, exactement les mêmes, que l'on retrouvera à l'issue de la scolarité obligatoire, dans la même situation de détresse scolaire, pour ne pas dire de désastre. Car ce qui n'a pas été acquis à l'école primaire ne le sera pas par la suite. Les élèves qui ont échoué en primaire sont condamnés à subir, jusqu'à l'âge de 16 ans, une scolarité obligatoire qui ne peut plus rien leur apporter : parce qu'ils ne disposent pas des bases minimales pour la suivre. C'est une conviction que je veux faire partager à la communauté éducative. C'est à l'école primaire que tout se joue. Que l'on me comprenne bien, ce n'est pas parce que l'on réussit l'école primaire que l'on réussira forcément son parcours scolaire par la suite. Mais si on échoue à l'école primaire, les chances pour vos enfants de se récupérer au collège et au lycée sont faibles.

A ce noir tableau, il faut ajouter les 25 autres pour cents d'élèves qui sortent de nos écoles primaires avec ce que l'on appelle, Xavier, des « acquis fragiles » : entendons par là qu'ils n'ont pas encore les capacités de lecture et de calcul leur permettant d'accéder à l'autonomie. C'est donc 40% d'une classe d'âge dont le niveau est insuffisant à l'entrée en 6e. Cela, c'est la réalité. Il ne s'agit de critiquer personne. Je mets au défi qui que soit de contester cela. Au moins, soyons d'accord sur le diagnostic.

Cette situation est déjà relativement ancienne, elle s'est aggravée, figurez-vous. Les résultats de l'enquête internationale montrent non seulement que la France est en dessous de la moyenne des pays de l'OCDE comme de celle des pays européens, mais encore que ses performances sont en baisse par rapport à la précédente enquête. Même le niveau de nos meilleurs élèves recule légèrement. L'enquête PISA menée par l'OCDE sur les élèves âgés de 15 ans révèle le manque de capacité des jeunes Français à mobiliser des connaissances et des compétences, notamment en sciences. En mathématiques, le pourcentage d'élèves « faibles » est passé, entre deux enquêtes, de 18% à 22%. Et en matière de compréhension de l'écrit, ce sont désormais 8,5% de nos enfants dont le niveau est jugé « très faible », contre 4% en 2000 ! Ce n'est pas moi qui les ai commandé ces enquêtes ! Ce n'est pas moi qui les ai rédigé ces enquêtes ! Mais si le Président de la République, avec le ministre de l'Education nationale, ne regarde pas ces enquêtes qui ont été faites par des organismes qui ne sont ni de gauche ni de droite, peu importe, j'essaie de comprendre les problèmes de l'école et, avec Xavier DARCOS, y apporter des réponses. Si on fait ensemble un diagnostic complaisant, comment voulez-vous que le remède soit à la hauteur des problèmes devant lesquels nous nous trouvons.

Ce n'est pas seulement l'avenir de nos enfants qui se jouent au travers de ces statistiques, c'est en vérité l'avenir de la nation tout entière.

C'est pourquoi, Xavier DARCOS s'est engagé avec mon soutien le plus total dans cette réforme de l'enseignement de l'école primaire.

D'abord, un objectif : diviser par trois, d'ici la fin de la mandature, le taux d'échec scolaire à la sortie du CM2. Si à l'issue du quinquennat, 5% des élèves quittent le CM2 sans maîtriser les connaissances de base, ce sera encore beaucoup trop, je le sais, mais nous aurons beaucoup travaillé, parce que cela ne sera plus 15%. A terme, bien sûr, le but c'est que cela soit 0%. Je

suis bien obligé de fixer les objectifs ambitieux et raisonnables. Comprenez-bien, je prends un engagement devant vous, nous allons diviser par trois le nombre d'enfants qui sortent de primaire sans maîtriser les savoirs fondamentaux.

Les changements que nous avons décidés, que je vais vous annoncer, constituent la plus importante réforme de l'école primaire depuis des décennies. Xavier Darcos a fait un travail remarquable. Ce projet est le fruit d'un long dialogue.

La nouvelle école primaire que nous avons conçue, on va l'articuler autour de trois piliers : une nouvelle organisation du temps scolaire, un nouveau système d'évaluation, de nouveaux programmes.

En matière de temps scolaire, nous vous proposons une petite révolution. Pour la première fois, le temps d'apprentissage sera un temps différencié, afin de permettre aux élèves en difficulté de combler leurs lacunes à mesure qu'elles apparaissent. La semaine d'enseignement de vos enfants, désormais ramenée à 24 heures au lieu de 26, se rapprochera du temps d'enseignement pratiqué par des pays développés comparables. Au-delà de ces 24 heures obligatoires pour tous les élèves, dès le mois de septembre prochain nous offrirons donc dans toutes les classes de l'école primaire, 2 heures de plus en petits groupes pour vos enfants, les élèves en difficulté. On se donne, pour la première fois, les moyens de traiter le problème de l'échec scolaire à la racine et de proposer à chacun de vos enfants une pédagogie personnalisée. Vous m'avez bien compris, il ne s'agit pas de réserver cela seulement aux écoles des quartiers en difficulté. Cette notion, d'ailleurs, il y aurait beaucoup à dire Il y a des tas d'enfants qui réussissent très bien dans des écoles des quartiers en difficulté et il y a des tas d'enfants en échec scolaire total dans des écoles de quartiers pas du tout en difficulté. Et voir la difficulté scolaire simplement en fonction des critères sociaux, c'est une erreur totale. Il y a des familles qui n'ont pas de problème social et qui ont de grandes difficultés de scolarité avec leurs enfants et des familles qui ont des grands problèmes sociaux dont les enfants se révèlent à l'école comme de très bons élèves. Naturellement, je ne plaide pas, je sais bien que le contexte social joue, naturellement, mais ramener les chiffres scolaires à la seule question de la question sociale, c'est ignorer le problème de millions de familles qui n'ont pas de problèmes sociaux et qui ont beaucoup de souci avec la scolarité de leurs enfants. Dans toutes les écoles, il y aura 2 heures par semaine et pas fait par d'autres personnes, par le maître, par le professeur d'école qui connaît vos enfants, et qui aura 2 heures pour soutenir des enfants qui se trouvent en difficulté. Cela ne s'est jamais vu.

Parallèlement, nous allons doter notre école primaire d'un véritable système d'évaluation permettant d'identifier rapidement les difficultés et de promouvoir les solutions qui marchent. Deux évaluations nationales témoins seront créées, qui serviront à mesurer chaque année les acquis des élèves au CE1 et au CM2. Chaque famille recevra systématiquement, c'est une véritable révolution là aussi, je suis désolé mais je le dis aux parlementaires, (nom du parlementaire ???...) qui est là, quand on inscrit son enfant dans une école, on a le droit de savoir en citoyen, en parent d'élève, quels sont les résultats et l'évaluation de cette école. Ce n'est pas une méfiance à l'égard de qui que ce soit, c'est simplement un devoir de transparence. Je ne veux pas que ce soit toujours les mêmes qui peuvent mettre leurs enfants dans des écoles : voilà et les autres, on leur dit : rien. C'est très utile d'avoir cette évaluation.

Quant aux professeurs des écoles, leur évaluation aura lieu tous les deux ans (au lieu de 4 actuellement en moyenne). Je veux changer les conditions avec Xavier DARCOS, de cette évaluation. Cette évaluation s'attachera d'abord aux progrès des élèves, et non au choix de telle ou telle méthode pédagogique, que je veux laisser à la libre appréciation de l'enseignant. C'est à l'enseignant, avec son expérience, de choisir la méthode pédagogique et nous nous n'avons pas à évaluer l'enseignant, sur sa capacité à appliquer le circulaire ministériel numéro 425 000, mais sur les progrès des enfants qui lui sont confiés. Je veux faire confiance aux enseignants de notre pays. Quand on a vingt ans, vingt ans d'ancienneté, on n'a pas besoins, me semble-t-il de changer de méthode tous les deux ans, et on doit être évalué sur les résultats qu'on obtient, et sur les progrès que font les enfants qui vous sont confiés.

Nous allons concentrer tous nos efforts sur les résultats et essayer de débattre dans des débats

nous allons concentrer tous nos efforts sur les résultats et cesser de s'épuiser dans des débats sans fin sur les mérites autoproclamés de telle ou telle méthode. Moi la méthode elle m'indiffère, nous avons des enseignants qui sont des femmes et des hommes de qualité, il faut leur faire confiance, avec l'expérience qui est la leur. La méthode la meilleure, c'est celle qui est la mieux adaptée à l'enfant qui est confié. D'ailleurs il n'est pas sûr que la même méthode vaille pour tous les enfants. On va s'en tenir aux résultats.

La réorganisation du temps scolaire, le renforcement de l'évaluation ne sont encore que des moyens : nous allons les mettre au service d'un véritable projet éducatif. Ce projet éducatif, il va viser chaque élève, c'est un projet de transmission qui va porter sur des valeurs, sur des contenus, sur des connaissances. Le projet éducatif de la nation française se matérialise dans des programmes d'enseignement. Je voudrais dire un mot des programmes : grands absents de tous les débats politiques de ces trente dernières années. Je parlais de la troisième république tout à l'heure, mais on n'imaginait pas à l'époque, de faire une campagne électorale sans parler des programmes scolaires. C'était très sain. Comprenez-moi, je ne dis pas qu'il y a un programme de droite ou un programme de gauche, cela serait réducteur, et puis c'est de nos enfants qu'il s'agit. Je dis simplement qu'il n'est pas anormal au moment où vous exprimez le vote du citoyen que vous êtes, que ceux pour qui vous allez voter, expliquent quelle est la conception qu'ils ont de ce qu'on doit enseigner à nos enfants.

L'école, ce n'est pas simplement une question de statut, de moyens, de nombres. L'école s'est une question de programme. Qu'est-ce que l'on attend de l'école, et qu'est-ce que l'on va enseigner à l'école.

Comme je l'écrivais dans ma Lettre aux éducateurs, je considère qu'un Président de la République n'est jamais autant dans son rôle que lorsqu'il s'intéresse aux programmes scolaires. Toutes les questions dont j'ai parlé, dotations horaires, statut, moyens, je ne les néglige pas. Mais Je voudrais me concentrer sur d'autres questions fondamentales. Que voulons-nous enseigner à nos enfants ? Ce n'est pas une petite question quand même, cela mérite débat. C'est pas une affaire simplement de spécialistes, c'est un problème crucial entre tous, nous l'avons abandonné à des « experts » qui rendaient en catimini une copie au ministre, lequel d'ailleurs bornait souvent sa contribution, Rédigé étant souvent un grand mot parce que l'on ne comprenait pas tout. Pour l'intelligence moyenne qui est la mienne, il faut voir ce que l'on dit sur les programmes. Si vous comprenez un truc, il faut se donner du mal. Moi, je pense que cela ne peut plus durer. Les programmes scolaires sont un sujet de débat politique au sens des affaires de la nation, ce n'est pas un sujet technocratique. Certes les élus du peuple n'ont pas vocation à se substituer aux scientifiques. Ce n'est pas à eux de produire le savoir, ce n'est pas à eux de l'écrire, ou de réécrire l'histoire. Il leur appartient en revanche de déterminer ce qui, dans le champ immense du savoir, mérite d'être étudié par les élèves de France.

J'ai voulu que l'écriture des programmes scolaires ne soit plus la matière de brillantes disputes académiques ou le prétexte de querelles entre différentes chapelles de pédagogues. J'ai voulu que cela devienne l'affaire de tous. J'ai voulu que ces programmes servent à améliorer le niveau scolaire de nos enfants ! Voilà mon objectif. Que ces programmes soient un instrument efficace au service de la progression de chacun d'entre eux. Que ces programmes soient consultables non seulement par les enseignants bien sûr, mais par les familles. Je veux d'abord que les familles vous sachiez ce que l'on va enseigner à vos enfants et ce que l'on attend d'eux. Que vous connaissiez le programme, c'est un élément du débat public ! Vous mettez vos enfants à l'école, vous faites confiance aux enseignants, et à la République, on doit vous dire : voilà quel est le programme de vos enfants, et vous devez le comprendre. En fait, s'est une singulière logique qui a longtemps prévalu dans notre pays, qui voulait que les exigences ne soient pas clairement formulées, ou alors noyées dans un sabir incroyable et pour tout dire parfaitement inintelligible. Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement. Alors franchement, si ce n'est pas clair, c'est qu'il doit y avoir un vice de conception. Cela ne serait pas si dramatique si ce n'était nos enfants qui en pâtissaient.

J'ai voulu en un mot, avec Xavier DARCOS, que nous revenions à l'essentiel, aux « fondamentaux » de l'école.

Les nouveaux programmes de l'école primaire présenteront donc en quelques pages, dans un langage évitant tout jargon, l'ensemble d'un cursus disciplinaire désormais recentré sur quoi ? Recentré sur le français et recentré sur les mathématiques. Priorité absolue à la maîtrise de notre langue. Parce que si l'on ne parle pas notre langue, c'est difficile d'espérer progresser. Le vocabulaire est un instrument de liberté & l'orthographe, par quoi notre langue se tient debout & la grammaire, qui est le commencement de toute pensée qu'il faut débarrasser de l'invraisemblable charabia dans lequel on l'a enveloppée et qui l'a rendue presque aussi incompréhensible pour les enfants que pour les parents - peut-être qu'il y en a qui ne sont pas concernés ici, en tout cas on pourrait en discuter après- : toutes ces disciplines, orthographe, grammaire, toutes ces disciplines seront remises, à l'honneur. Sans parler de la pratique du langage texto, je suis terrifié lorsque j'en reçois un. Il faut voir ce qu'est la langue texto pour le français. Si on laisse faire, dans quelques années on aura du mal à se comprendre. Non, écoutez, ce n'est pas un retour en arrière, c'est un instrument de liberté, pour un citoyen, c'est de savoir parler sa langue, sait de savoir l'écrire, c'est d'avoir des idées de la grammaire, et des idées de l'orthographe. Excusez-moi avant tout autre chose si l'on veut faire des citoyens français, et l'on veut donner une chance à nos enfants, il faut qu'ils sachent lire, écrire et compter. Ça c'est le but et le rôle de l'école primaire et nous allons y arriver. Nous voulons quoi ? Nous voulons que l'enfant apprenne. Apprendre, c'est une démarche rigoureuse d'appropriation qui doit commencer très tôt : aussi n'avons-nous pas oublié l'école maternelle : il s'agira d'en faire le lieu d'un véritable apprentissage de la langue orale. Car il est impossible d'apprendre à lire et écrire, tout aussi impossible de compter et de calculer, si l'on ne sait déjà parler correctement. De façon générale, dans toutes les disciplines, l'accent est mis sur la mémorisation de connaissances et de compétences clairement identifiées, dont on pourra facilement vérifier l'acquisition : il y a un lien direct entre ces nouveaux programmes et le dispositif d'évaluation que j'ai évoqué. La mémorisation, la mémoire, cela se travaille. L'effort, ça s'apprend. La rigueur, cela se développe. Oui, le pire, Madame, c'est que j'y crois. Je pense qu'en abandonnant cela, on a abandonné des pans entiers de notre propre culture.

La nation attend de nous que l'école soit l'école et pas autre chose, c'est-à-dire un lieu d'apprentissage, un lieu d'initiation. Ne dispersons pas l'attention des élèves. Allons à l'essentiel, jour après jour. Ensemble, parents, élus, professeurs, femmes et hommes politiques, remettons de l'école dans l'école ! C'est ainsi que nous assumerons au mieux les responsabilités éducatives. Nous voulons aussi éduquer des enfants ouverts sur le monde. Nous voulons des enfants qui aient en tête et dans leur cœur un certain nombre de repères et de valeurs morales. En vérité, cette exigence d'une éducation morale ne s'ajoute pas à la mission de transmission du savoir : elle en est plutôt l'inséparable condition. Comment imaginer en effet que les connaissances puissent être apprises sans être ordonnées selon des principes supérieurs, selon une certaine vision humaniste du monde ? Comment penser qu'un enfant ignorant de toute règle puisse seulement être disposé à apprendre ? Oui, je pense que l'instituteur a un rôle à jouer dans la transmission des valeurs. Oui, je pense que l'instituteur a quelque chose à apprendre à ses élèves sur la différence entre ce qui est bien et ce qui est mal. Oui, je pense que l'abandon de l'enseignement de la morale à l'école n'a pas été un progrès mais, au contraire, un recul des idéaux de l'école républicaine. Oui, je pense que ce fut une erreur et qu'il faut donc réparer cette erreur. C'est la raison pour laquelle j'ai demandé à Xavier DARCOS, que je remercie une nouvelle fois de prévoir dans les nouveaux programmes « l'instruction civique et morale ». L'instruction civique, ce n'est pas simplement la durée du mandat du Président, du maire ou du parlementaire, c'est aussi un certain nombre de principes.

Dans le monde d'aujourd'hui, l'affirmation des valeurs morales, l'énonciation de règles de comportements applicables à tous, sont une absolue nécessité.

Cette instruction civique et morale prévoit notamment l'apprentissage des règles de politesse ou de courtoisie, la connaissance et le respect des valeurs et des emblèmes de la République française : le drapeau tricolore, ce n'est pas faire du nationalisme que d'apprendre à nos enfants à respecter le drapeau tricolore, la nation qui est la leur, Marianne, l'hymne national - à l'écoute

duquel nos enfants devront se lever. Dans les conceptions qui sont les miennes, l'hymne national ne se siffle pas, le drapeau pour lequel nos anciens sont morts, on se lève quand on écoute l'hymne national. Ce sont des conceptions qui existent dans beaucoup d'autres démocraties, sans que personne ne s'en offusque. Ce sont des repères. Ce sont des valeurs. A l'écoute de tout ceci, nous aurons une école ouverte sur le monde et la cité, cet enseignement présentera également, pour les plus grands, les règles élémentaires d'organisation de la vie publique et de la démocratie : le refus des discriminations de toute nature, la démocratie représentative, l'élaboration de la loi, les enjeux de la solidarité nationale... C'est dans ce cadre que s'inscrira l'initiation des enfants à ce que fut le drame de la Shoah en leur confiant la mémoire d'un des 11 000 enfants victimes de cette tragédie. Il s'agit d'une démarche contre tous les racismes, contre toutes les discriminations, contre toutes les barbaries, à partir de ce qui touche les enfants, c'est-à-dire une histoire d'enfants qui avait leur âge.

C'est d'autant plus nécessaire, Mesdames et Messieurs, que les survivants de cette époque tragique de notre histoire vont disparaître, parce que le temps est le temps, les témoins ne seront plus là. Les témoins, cela ne se reproduisent plus. Ce sont nos propres enfants, qui, de génération en génération, se transmettront ce souvenir. Un jour, on a voulu tuer des enfants de leur âge, au nom d'idées barbares, au nom d'idées inadmissibles. Un jour, il y a eu des fautes qui ont été commises, en Europe et dans notre pays. Les enfants doivent porter la mémoire de cela, parce que ces enfants seront demain des adultes.

Vous savez, quand je vois le petit tumulte, je me dis : mon Dieu, on fait un grand tumulte là-dessus et on n'en fait pas sur parfois ce que voit comme films nos enfants. Ce qu'on leur laisse d'images violentes, dégradantes et gratuites, cela même qu'ils seraient choqués qu'on enseigne à nos enfants à ce que fut l'histoire de l'humanité avec ses grandeurs et malheureusement son abominable douleur. Ce qu'est un pays qui se trahit lui-même. Cela est un concept éducatif qui tire nos enfants vers le haut, non pas pour leur faire de la peine. Tous les psychologues vous le diront : un enfant, on doit lui dire la vérité. On ne doit pas lui cacher la vérité. Quand je vois certains films, quand j'écoute certains propos de certains médias, qu'on laisse à portée de nos enfants, par seul souci de la vulgarité et que ceux-là même ne sont pas choqués par une vulgarité organisée, non respectueuse de la dignité humaine et notamment de la dignité de la femme, que ceux-là même qui s'offusquent qu'on regarde l'histoire de notre pays. Ce qui s'est passé dans notre pays pour que jamais on n'oublie, pour que le sacrifice des résistants, pour que le sacrifice de ceux qui se sont battus sur une conception de l'idée de l'homme ne soit pas inutile, on n'a pas le droit d'oublier. Croyez-moi, on ne traumatise pas les enfants en leur faisant ce cadeau de la mémoire d'un pays pour leur dire un jour, c'est vous qui écrirait l'histoire de ce pays. Nous, nous en sommes la mémoire, ne refaite pas les mêmes erreurs que les autres.

Un enfant, c'est sacré et sur le sol de notre pays, sur le sol européen, on n'a pas respecté les enfants. Voyez-vous, j'ai des convictions très fortes. Comme Guy MOCQUET, c'était une conviction. Comme j'ai voulu dire, à des enfants du lycée, à des jeunes ou à des adolescents : regardez, il y avait un adolescent qui avait votre âge et qui n'a pas hésité à mourir parce qu'il voulait mourir debout. J'ai vu que certains disaient que j'allais complexer les enfants ou les traumatiser mais je ne pense pas que l'on est traumatisé quand on voit un bel exemple de ce qu'était un jeune Français courageux.

J'ai vu que certains disaient que j'allais complexer les enfants ou les traumatiser. Moi, je pense qu'on n'est pas traumatisé quand on voit un bel exemple de ce qu'était un jeune Français courageux. Et je maintiens que le rôle d'un Président de la République c'est aussi de parler de cela et de tirer l'école de la République vers le haut et de montrer à nos enfants qu'on peut être grand devant un drame comme celui qu'a été celui de la Shoah. C'est d'autant plus nécessaire, je le dis à Xavier DARCOS, d'autant plus nécessaire, que la France est multiple, que la France est diverse et que chacun doit respecter les différences. Il ne s'agit pas simplement de la question juive, il s'agit de ce que l'on a fait à des enfants au nom d'idées barbares, au XXème siècle.

Voilà, vous avez compris, cela m'a fait plaisir de vous dire tout ça parce qu'il y a des moments, il faut parler avec le cœur et moi, je suis un Président qui a des convictions qui se basent sur des

idées, sur des valeurs, qui vont d'ailleurs bien au-delà, je l'ai vu avec les réactions, de la gauche ou de la droite, de la place qui est la mienne, car ceci a peu d'importance. Ce qui est important, c'est les principes qui sont les nôtres, et que ce que nos anciens ont vécu, nos enfants ne le connaissent jamais. Et si vous ne leur parlez pas de ce drame là, alors ne vous étonnez pas que ça se reproduise. C'est l'ignorance qui fait la reproduction de situations abominables, c'est pas la connaissance, et faites de nos enfants des enfants aux yeux ouverts sans complaisance.

Mesdames et Messieurs, j'ai même vu que comme il y avait les élections municipales, il ne fallait pas en parler, oui je sais, je connais cet argument, ne parlons de rien, dormons tranquille, il y a toujours une élection ou un événement. Il faut parler des choses.

Alors je voudrais terminer en vous disant qu'on a beaucoup présenté, et avec raison, la crise de l'éducation comme une crise de l'autorité. Cette crise de l'autorité a des sources très profondes, inscrite dans les fondements mêmes du projet démocratique constitutif de la modernité. Nul ne peut prétendre s'opposer à ce mouvement de fond par lequel l'homme s'est progressivement affranchi des tutelles traditionnelles. Lequel d'entre nous d'ailleurs souhaiterait un retour en arrière ? Il convient cependant de prévenir un danger : celui que le savoir lui-même soit entraîné dans la chute des anciennes figures de l'autorité aujourd'hui si justement discréditées. L'école primaire que nous allons, dès l'année prochaine, construire ensemble consacre à nouveau, l'autorité du savoir - en partant de celle du maître, l'autorité du maître qui est le dépositaire du savoir. Je suis désolé, l'élève n'est pas l'égal du maître même s'il a vocation à le dépasser. J'ai vu des débats : on demandait à une jeune fille qui était en 3ème ce qu'elle voulait qu'on lui enseigne. Non, ce n'est pas ma conception de l'enseignement, je suis désolé. Je ne pense pas que ça se fasse comme ça. Il y a un temps d'apprentissage. Que nos enfants dépassent leur maître, tant mieux, mais tant qu'ils sont élèves, l'élève respecte l'autorité du maître. Le maître ne doit pas en abuser mais c'est dans ce sens là que les choses doivent passer.

Alors le maître et sa classe ne réussiront pas seuls. Il y a une majorité dans cette salle de parents d'élèves. Je voudrais terminer en m'adressant à eux. L'autorité sans laquelle il n'y a pas de transmission possible ne sera pas tout à fait rétablie si nous ne repensons pas en profondeur la nature du lien qui unit les parents et l'école. Il ne peut en effet y avoir, devant l'enfant, deux discours : celui du professeur et celui de ses parents. C'est une catastrophe, ce n'est pas possible, l'enfant n'y comprend rien, il ne peut y avoir deux discours et sur ce qu'il faut faire, ce qui est bon et ce qui est juste. Il ne peut pas y avoir double discours, il ne peut y avoir deux poids et deux mesures, il ne peut pas y avoir deux systèmes de valeurs, entre lequel l'enfant serait ballotté. Les relations parents-professeurs doivent être harmonieuses et se dérouler dans un climat de confiance réciproque. Mais beaucoup d'enseignants, je le sais, se plaignent dans certains cas, de ne pas être compris ou de ne pas être assez soutenus. Et beaucoup de parents se plaignent, eux aussi. Entre professeurs et parents, il faut se parler, il faut s'écouter et il faut s'entendre enfin. Nous devons donc imaginer ensemble les conditions d'un dialogue véritable entre les différents éducateurs, afin que la maison et l'école parlent d'une seule et même voix. Ce sont peut-être des idées simples, mais j'y tiens beaucoup. Parce que l'enfant écartelé entre la maison et l'école, cela n'est pas possible.

Et puisqu'il est question d'autorité, il n'est plus possible d'escamoter la question de l'autorité au sein de l'école. Ce qui doit être au centre de la classe, ce n'est pas l'élève qui a tout à apprendre et ne peut pas être le producteur des connaissances qu'il doit acquérir. Ce n'est donc pas lui, l'élève qui peut faire autorité. Il faut remettre les choses à l'endroit : c'est le savoir qui doit être au centre de la classe, donc le professeur qui en est le dépositaire et le transmetteur et qui doit faire autorité. Je pense que même pour nos enfants, il faut mettre un cadre, eux mêmes se sentiront protégés, de comprendre, ce n'est pas à eux de porter sur leurs épaules, la question de leur éducation. Ce n'est pas possible.

Je mesure combien le travail du professeur dans sa classe ressemble à celui d'un artisan solitaire. Ce professeur-artisan, pourtant, est aussi un agent public inséré dans une organisation publique qui s'appelle l'Etat. Tout groupe humain, quel qu'il soit, a besoin d'être dirigé. Les équipes enseignantes n'échappent pas à la règle. Il y a des principaux dans les collèges, des proviseurs dans les lycées et sans méconnaître la grande valeur professionnelle des inspecteurs de

l'enseignement primaire et des directeurs d'écoles, il faut s'interroger, même si cela ne fait pas plaisir à tout le monde, sur le pilotage de l'enseignement primaire. J'ai toute confiance en Xavier DARCOS pour conduire cette réflexion et pour me faire des propositions. Il y a quand même quelque chose : je sais bien qu'à l'école, le directeur fait un peu plus de travail, il y a les tâches administratives, d'interfaces entre les parents et l'école, mais c'est un vrai travail et ne doit-on pas réfléchir sur cette question. Il y a un proviseur, il y a un principal, ne faut-il pas à un moment ou à un autre selon des conditions que Xavier a à définir, un véritable directeur de l'école. Je sais bien que la moitié de nos écoles sont mono classes ou avec deux classes et que naturellement, la question du directeur ne se pose pas dans les mêmes conditions et je pense qu'il y a un vrai travail de directeur, notamment dans le rapport avec les familles, avec des questions très difficiles, M. le Président, l'évaluation, quel joue le directeur mais, parlons-en. Ne faisons pas semblant que le problème ne se pose pas et que cela n'existe pas.

Mesdames et Messieurs, il y a quelques semaines, j'ai parlé de « politique de civilisation ». Vous le voyez, cette notion revêt pour moi un sens très concret. Elle consiste à rappeler la plus haute mission de la politique est de déterminer les conditions du vivre-ensemble. La politique doit rendre possible le vivre-ensemble. Or vivre ensemble ne va pas de soi. Vivre ensemble implique des règles, clairement énonçables et clairement énoncées. Ces règles elles-mêmes reposent sur des valeurs communes, un idéal humain, idéal humain qui est le seul garde-fou contre la barbarie, parce que la barbarie vient aussi de l'homme.

Et bien, inscrire ces valeurs dans la réalité est en notre pouvoir : cela s'appelle l'éducation. Une éducation qui n'aurait pas peur de s'adresser à l'homme tout entier, c'est-à-dire à l'être humain : tant il est vrai que l'on ne peut cultiver les esprits sans élever les coeurs, que l'on ne peut instruire sans éduquer. J'espère que vous aurez compris que mon message était un message qui venait du coeur et qu'il visait à participer au grand débat sur l'Education Nationale. Je vous remercie.